

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : DOCTRINE

- Proposition de loi n° 206 relative à la nullité des actes de procédure pour vice de forme Extraits du rapport de M. Jean-François LANDWERLIN présenté au Conseil d'Etat le 7 juillet 2014	9
- Étude de la codification monégasque Dr. Matthias MARTIN, Docteur en droit privé	43
- « Monaco et les conventions du Conseil de l'Europe - Réflexion sur l'équilibre à rechercher entre les spécificités nationales et les valeurs européennes » Delphine LANZARA, Docteur en droit, ATER à l'Université de Nice-Sophia Antipolis	73
- Le Comité des Nations Unies des Droits de l'enfant : Dualité et singularité des missions Bernard GASTAUD, Membre du Comité des Nations Unies des droits de l'enfant	135
- Les droits de l'enfant : mise en œuvre, obligations des Etats et défis... Perspectives du Comité des droits de l'enfant. Jean ZERMATTEN, Directeur de l'Institut international des droits de l'enfant (Sion, Suisse), résident du Comité des droits de l'enfant de l'ONU	159

DEUXIÈME PARTIE : LÉGISLATION

- Loi n. 1.398 du 24/06/2013 relative à l'administration et à l'organisation judiciaires - Journal de Monaco du 5 juillet 2013	187
- Note explicative concernant l'article 10 de la loi n° 1.399 du 25 juin 2013 portant réforme du Code de procédure pénale en matière de garde à vue - Journal de Monaco du 19 juillet 2013	205
- Loi n° 1.399 du 25 juin 2013 portant réforme du Code de procédure pénale en matière de garde à vue	211
- Loi n° 1.401 du 5 décembre 2013 relative à la prescription civile	221
- Loi n° 1.410 du 2 décembre 2014 sur la protection, l'autonomie et la promotion des droits et des libertés des personnes handicapées	235
- Ordonnance Souveraine n° 4.524 du 30 octobre 2013 instituant un Haut Commissariat à la protection des droits, des libertés et à la médiation	255
- Ordonnance Souveraine n° 5.371 du 19 juin 2015 modifiant l'ordonnance souveraine n° 2.984 du 16 avril 1963 sur l'organisation et le fonctionnement du Tribunal Suprême, modifiée	271

TROISIÈME PARTIE : JURISPRUDENCE

JURIDICTION ÉTRANGÈRE

- Cour de cassation française, arrêt du 11 février 2015	283
- Abstrat : exequatur en France d'une décision monégasque - convention du 21 septembre 1949 - divorce aux torts partagés, loi ancienne, exclusion de toute pension alimentaire - conformité à la conception française de l'ordre public international (oui).	292

TRIBUNAL SUPRÊME

- TRIBUNAL SUPRÊME - 29.05.2013 - C. BE. / Etat	297
- TRIBUNAL SUPRÊME - 29.05.2013 - Commune de Beausoleil / Etat	305
- TRIBUNAL SUPRÊME - 25.10.2013 - Monaco Telecom / CCIN - Monaco Telecom International/CCIN - D. C./CCIN	319
- TRIBUNAL SUPRÊME - 25.10.2013 - F. VE. / ETAT	352
- TRIBUNAL SUPRÊME - 4.10.2013 - B. ZE./l'Etat de Monaco	360
- TRIBUNAL SUPRÊME - 7.04.2014 - S. GO./M. le Ministre d'Etat	366
- TRIBUNAL SUPRÊME - 7.04.2014 - Syndicat de la voirie, des jardins et des égouts/ Etat	380
- TRIBUNAL SUPRÊME - 16.06.2014 - Jean-Pierre L. c/ Etat de Monaco	385
- TRIBUNAL SUPRÊME - 16.06.2014 - S.A.M. Patricia et Rocabella S.A.M. c/ Etat de Monaco	395
- TRIBUNAL SUPRÊME - 25.11.2014 - M. O. SA. /Etat	403
- TRIBUNAL SUPRÊME - 25.11.2014 - Madame J. LA. née SA./Centre Hospitalier Princesse Grace et État de Monaco	409
- TRIBUNAL SUPRÊME - 19.12.2014 - Société des Bains de Mer et du Cercle des Étrangers à Monaco (Sbm)/État de Monaco	415
- TRIBUNAL SUPRÊME - 19.12.2014 - M. J. DI./Etat de Monaco	420
- TRIBUNAL SUPRÊME - 19.12.2014 - SARL Fagio/Maire de Monaco	427

COUR DE RÉVISION

- COUR DE REVISION - 20 mars 2013 - Lorenza M., Sté HOFENA/Roberto B., SAM NOMINEES Ltd.	433
- COUR DE REVISION - 15 mars 2013 - SOGETEL/STE SEREI, Mes Y-J K., C. G., C. B., SARL MONTALUX	436
- COUR DE REVISION - 20 mars 2013 - MONTE-CARLO GRAND HOTEL SAM/Madame Maria T. née M.	439
- COUR DE REVISION - 20 mars 2013 - Aristide C-C./Mme Martine H., SAM LABORATOIRES SANIGENE	443
- COUR DE REVISION - 9 juillet 2015 - Exigences du droit à un procès équitable.	446
- COUR DE REVISION - 13 mai 2015 - Impartialité du tribunal et droits de la défense au sens de l'art. 6 de la Conv. EDH.	448

COUR D'APPEL

- COUR D'APPEL - 29 septembre 2014 - Madame Konstantia G./Sté KBL MONACO	453
- TRIBUNAL DU TRAVAIL - Ordonnance de référé	459
- COUR D'APPEL - 16 décembre 2014 - STE YULENA INTERNATIONAL/Me Henry REY	469
- 16 février 2015 - m. RA. alias m. KA.	476

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE

- TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE - 5 mars 2015	491
---	-----

Prix : 30 Euros